

***Bulletin des actes administratifs***  
***Université Claude Bernard Lyon 1***

*Numéro 204 du 7 septembre 2021*

# **Bulletin des actes administratifs Université Claude Bernard Lyon 1 7 septembre 2021**

Arrêté n° 2021-AA01 relatif à l'obligation du port du masque au sein des enceintes et locaux de l'Université Claude Bernard Lyon 1 et au respect des gestes dits barrières

Arrêté du 1<sup>er</sup> septembre 2021 relatif à la représentation du Président aux commissions et sous-commissions communales et départementales de sécurité et d'accessibilité



## **ARRETE n°2021-AA01 relatif à l'obligation du port du masque au sein des enceintes et locaux de l'Université Claude Bernard Lyon 1 et au respect des gestes dits barrières**

### **Le Président de l'Université Claude Bernard Lyon 1**

Vu le code de l'éducation et notamment ses articles L.712-2, R.712-1 et suivants ;  
Vu la loi n° 2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;  
Vu le décret n°2021-699 du 1<sup>er</sup> juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de crise sanitaire ;  
Vu les statuts et le règlement intérieur de l'UCBL ;  
Vu le procès-verbal du 1er décembre 2020 proclamant le résultat de l'élection de M. Frédéric FLEURY en qualité de Président de l'Université Claude Bernard Lyon 1 ;  
Vu l'arrêté préfectoral n° 69-2021-08-13-00003 du 13 août 2021 portant mise en œuvre du pass sanitaire et obligation du port du masque dans le département du Rhône ;

Considérant l'avis du Haut comité pour la santé publique (HCSP) relatif à l'adaptation de sa doctrine et des mesures barrières et au port de masque dans les lieux clos recevant du public (notamment dans les établissements d'enseignement supérieur), dans le cadre de la pandémie de Covid-19 en date du 20 août 2020 recommandant « *De porter systématiquement un masque dans les salles d'enseignement ou amphithéâtres et dans les espaces communs (ou enceinte) des bâtiments et lors de tout déplacement* » ;

Considérant l'ordonnance du Conseil d'Etat n°443751 du 6 septembre 2020 rappelant que : « *le caractère proportionné d'une mesure de police s'apprécie nécessairement en tenant compte de ses conséquences pour les personnes concernées et de son caractère approprié pour atteindre le but d'intérêt général poursuivi* » et que « *sa simplicité et sa lisibilité, nécessaires à sa bonne connaissance et à sa correcte application par les personnes auxquelles elle s'adresse, sont un élément de son effectivité qui doivent, à ce titre, être prises en considération* ».

### **ARRÊTE**

#### **Article 1<sup>er</sup> :**

Le port du masque est obligatoire :

- au sein des locaux affectés à l'université et notamment dans l'ensemble des salles d'enseignement ou amphithéâtres, dans tous les espaces communs des bâtiments ainsi que lors de tout déplacement au sein des locaux à l'exception des bureaux individuels lorsque les personnes qui les occupent s'y trouvent seules ;
- et dans les espaces extérieurs à l'occasion d'évènements festifs ou de spectacles.

Cette obligation est applicable à toute personne de onze ans ou plus sauf :

- aux personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires de nature à prévenir la propagation du virus telles que définies par le décret n°2021-699 du 1er juin 2021 ;
- aux personnes installées, le temps d'un repas ou d'une collation, dans des espaces de restauration identifiés, à condition d'être assises et dans le respect des règles de distanciation physique ;

- aux usagers lorsqu'ils pratiquent une activité physique ou sportive participant à la formation universitaire et au personnel de l'Université pratiquant une activité sportive sous réserve du respect des instructions et consignes spécifiques applicables à chaque activité physique ou sportive qui leurs sont communiquées par le service ou la composante concernés ;

Les personnes ne respectant pas cette obligation se verront interdire l'accès aux locaux.

Outre l'interdiction d'accès aux locaux, le non-respect de cette obligation est susceptible de donner lieu à des poursuites disciplinaires.

**Article 2 :**

Il est rappelé que, en complément du port du masque, les mesures d'hygiène et de distanciation sociale, dites barrières, définies au niveau national, doivent être observées en tout lieu et en toute circonstance au sein de l'établissement.

Les mesures d'hygiène sont les suivantes :

- se laver régulièrement les mains à l'eau et au savon ou par une friction avec une solution pour la désinfection des mains conforme à la norme EN 14476 ;
- se couvrir systématiquement le nez et la bouche en toussant ou éternuant dans son coude ;
- se moucher dans un mouchoir à usage unique à éliminer immédiatement dans une poubelle ;
- éviter de se toucher le visage, en particulier le nez, la bouche et les yeux.

Les mesures de distanciation sociale sont les suivantes :

- distance d'au moins un mètre ou d'un siège, entre deux personnes lorsqu'elles sont côte à côte ou qu'elles se font face, dans la mesure où elle n'affecte pas la capacité d'accueil de l'établissement dans les salles de cours et les espaces clos ;
- distance d'au moins deux mètres pour les activités physiques et sportives autorisées, sauf lorsque, par sa nature même, l'activité ne le permet pas ;
- distance d'au moins un mètre entre deux personnes dans les espaces non clos.

**Article 3 :**

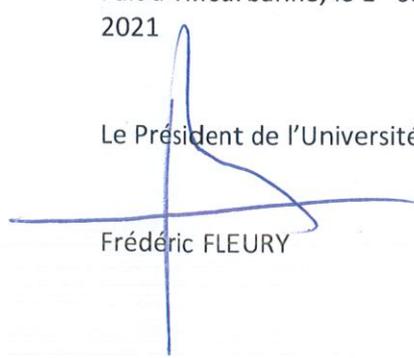
Le présent arrêté est applicable à compter de sa publication. L'arrêté n°2020-AA04 relatif à l'obligation du port du masque au sein des enceintes et locaux de l'Université Claude Bernard Lyon 1 et au respect des gestes dits barrières est abrogé.

**Article 4 :**

Le Directeur Général des Services et les directeurs et directrices de composantes et services communs sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Villeurbanne, le 1<sup>er</sup> septembre  
2021

Le Président de l'Université



Frédéric FLEURY



DIRECTION DES AFFAIRES  
JURIDIQUES ET INSTITUTIONNELLES  
Bureau des Affaires Juridiques

Maison de l'Université - Domitien DEBOUZIE  
Domaine scientifique de la Doua  
7, bd André Latarjet  
69622 VILLEURBANNE cedex  
Mél. : affaires.juridiques@univ-lyon1.fr

## Le Président de l'Université,

Vu le Code de l'éducation ;  
Vu le Code de la construction et de l'habitation ;  
Vu le décret n°95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;  
Vu l'arrêté du 14 octobre 2002 relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur et les centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires ;

### ARRETE

#### **Article 1 :**

Pour tous les bâtiments et installations sportives sous la responsabilité de l'Université, le Président donne pouvoir pour le représenter lors des visites des commissions et sous-commissions communales et départementales de sécurité et d'accessibilité aux personnels suivants :

- Christine VINCIGUERRA, Vice-présidente du CA « patrimoine immobilier et politique de sites » ;
- Fabienne DUREUIL, Directrice générale des services adjointe secteur santé ;
- Stéphane THEFO, Directeur du service sécurité ;
- Loïc ROLHION, service sécurité ;
- William AGUERA, service sécurité ;
- Christian SAGNARD, service sécurité ;
- Alexis CHVETZOFF, Directeur du SIUAPS pour les installations sportives uniquement.

#### **Article 2 :**

Les personnels mentionnés à l'article 1 du présent arrêté reçoivent délégation pour signer tout acte en lien avec les commissions susmentionnées.

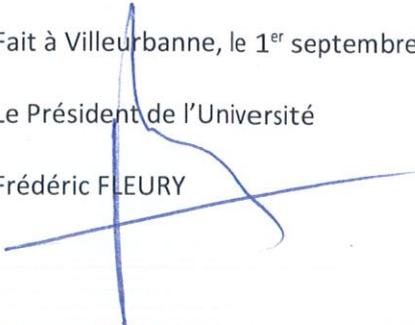
#### **Article 3 :**

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs de l'Université.

Fait à Villeurbanne, le 1<sup>er</sup> septembre 2021

Le Président de l'Université

Frédéric FLEURY



Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois suivant sa publication.